

RP 155

LE SÉRIE — N° 20

13^e Année — 16 Octobre 1908



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE



Directeur : **G. DEHERME**

—•••—
SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Sur le Socialisme.*
- G. DEHERME *L'Université populaire.*
- PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
- G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Cornaille, 7

Changement d'adresse

Bibliothèque Maison de l'Orient



125731

LA
Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Vaucluse)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est terminé sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement afin d'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de refuser au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Étranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : **A. GALLOIS**

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Sur le Socialisme

Sous un beau nom, le socialisme n'est plus qu'une chose vague, équivoque, confuse et incohérente.

Durant trois quarts de siècle, jusqu'à la Commune, avec des théories plus ou moins intelligentes, il n'avait été qu'un même instinct naïf et généreux. Qu'il fût de Saint-Simon, Fourier, Cabet, Pecqueur, Vidal, Buchez, Entant, Pierre Leroux ou Proudhon, c'était toujours le socialisme, — l'étoile du prolétariat.

C'était trop simple, et peut-être trop beau. Cette clarté, cette charité, ne convenaient plus aux esprits obscurcis et aux cours desséchés que nous devenons de plus en plus. On n'eut pas assez de sarcasmes contre les utopies et les utopistes. Et Karl Marx vint. Son *Capital* fut la Bible du socialisme scientifique.

Y a-t-on gagné en précision ? Qui oserait le soutenir ? Depuis qu'on a scientisé le socialisme, il n'est plus possible de savoir ce qu'il est ou ce qu'il n'est pas. Il y a autant de socialismes que de socialistes, — et même plus. Tout est du socialisme, — et le pire. Bebel a dit : « il a gagné en largeur plus qu'en pro-

fondeur ». Il serait encore plus exact de dire : il a gagné en largeur ce qu'il a perdu en profondeur, et il a tellement gagné en largeur que ce n'est plus qu'une surface. Récemment, je lisais dans une publication qui se consacre à la culture morale et que j'aime, la déclaration socialiste d'un des plus riches banquiers de Paris, lequel se gardera bien cependant d'engager un de ses trop nombreux millions, — dont il sollicite lui-même la dévolution, — dans une entreprise sérieuse d'organisation sociale positive, l'Office coopératif, par exemple.

Pour déblayer le terrain, il est entendu qu'ici on passera sur ce socialisme d'amateur, comme sur le socialisme simplement électoral de la bande radicale et celui des vilains crocodiles de la philanthropie de carrière. Du snobisme, des procédés d'exploitation et de l'hypocrisie ne sont point des doctrines, ni même des instincts.



Même si l'on s'en tient au socialisme des socialistes, on n'en peut dégager une méthode commune ni un esprit général. L'Unité socialiste, qui est la grande pensée de M. Jaurès, n'a pu grouper et contenir toutes les tendances socialistes qui vont de l'étatisme de M. Millerand et du réformisme sociocratique de M. Fournière au caporalisme de M. Jules Guesde et au syndicalisme impulsif de M. Griffuelhes, en passant par le municipalisme possibiliste de M. Brousse le pédantisme de M. Andler, l'arrivisme des « indépendants », la blocarderie de M. Breton, le verbalisme torrentiel de M. Jaurès, la mélasse blanquo-marxiste de M. Vaillant, la spirituelle démagogie de M. Sembat, la frénésie de M. Hervé et l'ésotérisme de M. G. Sorel.

Les définitions qu'on a pu faire du socialisme n'ont rien de précis. Les meilleures sont celles : 1° de M. Paul Deschanel : « un changement dans le régime de la propriété par la socialisation des moyens de production » ; 2° de l'Encyclopédie américaine, citée par M. Domela Nieuwenhuis : « un mouvement ayant pour but de détruire les inégalités de conditions sociales dans le monde par une transformation économique » ; 3° de M. Émile Durkheim : « une tendance à faire passer brusquement ou progressivement les fonctions économiques de l'état diffus où elles se trouvent à l'état organisé ».

Celles des socialistes, innombrables, sont aussi vagues. Citons-en quelques-unes.

Un que les cuistres du socialisme méprisent beaucoup, parce que d'origine prolétarienne, autodidacte, c'est-à-dire étudiant social dans la vie sociale, à l'atelier, et non dans les bibliothèques et à la Sorbonne, Benoît Malon, nous a donné celle-ci qui en vaut une autre : « Le socialisme est l'aboutissant synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité ».

Pour M. Georges Renard, « est socialiste quiconque veut, comme but, diminuer l'égalité sociale, et, comme moyen, assurer à chaque membre de la société une part de la richesse totale, en associant les hommes et en socialisant les choses. Si on voulait condenser dans une courte formule la quintessence du socialisme, on pourrait dire : il tend à l'égalité par la solidarité des hommes et des intérêts ».

Pour M. Ed. Bernstein, « c'est la poursuite ou l'état d'une société organisée d'après les principes de l'association », et pour M. S. Merlino, « c'est tout le travail de renouvellement qui s'agite dans la société actuelle ; c'est l'ensemble de toutes les tendances scien-

tifiques, artistiques, économiques, politiques qui conspirent à refaire l'ordre social ; son but, c'est l'organisation des conditions nécessaires pour assurer durablement à tous les hommes la possibilité du travail ; ainsi les réformes moindres voulues par les socialistes et non socialistes sont quelque chose de plus que de simples palliatifs : ce sont les germes ou mieux les éléments du socialisme ».

Mais pour M. G. Sorel, « c'est le mouvement ouvrier, c'est la révolte du prolétariat contre les institutions patronales, c'est l'organisation à la fois économique et éthique, que nous voyons se produire sous nos yeux pour lutter contre les traditions bourgeoises ».

Non seulement ces définitions sont confuses, mais encore elles sont contradictoires. Alors que, pour les uns, avec Jaurès, le socialisme prolonge la démocratie qui l'a déterminé, pour les autres, avec Lagardelle, la démocratie est un danger pour le prolétariat, le socialisme doit réagir contre la démocratie. Alors que, pour les uns, avec G. Renard, il se fait par la solidarité et l'accord des intérêts, pour les autres, avec M. Sorel, il prend conscience par l'insolidarité et il s'impose par l'antagonisme.

Ainsi, pour M. Arturo Labriola, « le socialisme n'est pas un dérivé de la démocratie. Tout au plus peut-on dire qu'ils tirent l'un et l'autre leur origine d'une même situation historique et qu'elle les a engendrés simultanément. La démocratie avait pour objet l'action en commun et solidariste de tous les citoyens à l'intérieur de l'État ; le socialisme a pour but l'action distincte et séparée d'un groupe de producteurs à l'intérieur de l'atelier et sur le terrain des antagonismes économiques, pour rayonner de là au dehors et investir l'État. »

Si l'on voulait cependant donner une définition objective qui pût contenir toutes les formes du socialisme actuel, il faudrait se borner à dire : le socialisme est le sentiment inexprimable que la société pourrait être autre qu'elle n'est.



On définit mieux une action qu'une pensée. Voyons donc.

Dans son article constitutif, le Parti socialiste a formulé ainsi la règle et le but de son action : « Entente internationale des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

Est-ce plus précis vraiment ? Dernièrement, M. Jaurès, d'ordinaire si optimiste, écrivait dans *l'Humanité* : « Faute d'une idée claire et forte de la politique d'action, le parti socialiste se débat à cette heure dans les plus étranges contradictions ». Il est « à l'état de chaos et d'impuissance ».

Il n'y a que le premier point sur lequel tous les socialistes paraissent d'accord : entente internationale des travailleurs, et sans doute parce qu'ils ne peuvent arriver à une entente nationale entre eux-mêmes ou parce que les socialistes étrangers ne les gênent ni dans leurs vanités, ni dans leurs intérêts électoraux. Il n'est aucun de leurs congrès nationaux où il ne soit question de scission et d'exclusion.

Ils ne s'entendent point sur ce que peut être une société collectiviste ou communiste, sur les moyens d'opérer cette transformation, sur l'organisation po-

litique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête et la socialisation des moyens de production et d'échange, et même sur la notion de « parti » et de « classe ». Pour M. Georges Sorel et ses disciples, ces deux termes s'excluent : « Le parti, machine essentiellement politique et démocratique, dit M. A. Labriola, est autre chose que la classe. »

M. Gustave Hervé, qui aime à casser les vitres, crie volontiers : « A bas la République ! » M. Jules Guesde quand il n'est pas député se désintéresse du régime et les syndicalistes nourrissent à son encontre une haine cordiale, la « haine créatrice » dont parla un jour M. Jaurès, cependant que celui-ci considère que « le parti socialiste défend dans la République un moyen nécessaire de libération et d'éducation. Le socialisme est essentiellement républicain. On peut même dire qu'il est la République elle-même, puisqu'il est l'extension de la République au régime de la propriété et du travail ».

Quelques socialistes attendent tout du Parlement, d'autres n'en espèrent rien, mais cherchent à y pénétrer tout de même, enfin d'autres encore proclament un socialisme d'action directe qui s'oppose à tous les autres.

Ainsi que les socialistes s'emparent du pouvoir par ruse ou par force, par une surprise du suffrage universel ou par un coup de main révolutionnaire, ils ne pourront rien. On le savait de reste, mais il n'est pas mauvais qu'un des leurs, M. H. Lagardelle, le leur ait répété au congrès de Nancy : « Je dis que ces deux conceptions sont également utopiques, parce qu'elles donnent à la force coercitive de l'État une valeur créatrice qu'elle n'a pas. Que vous opérerez selon le mode réformiste ou selon le mode révolu-

tionnaire, que vous soyez la moitié plus un à la Chambre ou que vous ayez pris le gouvernement d'assaut, vous ne ferez pas surgir, du jour au lendemain, une société toute faite. De quelque autorité dont vous disposiez, vous ne donnerez pas aux ouvriers qui votent pour les candidats socialistes, aux électeurs qui, pour des motifs parfois futiles et insaisissables, se pressent derrière vous, la capacité de diriger la production et l'échange. Vous serez les maîtres de l'heure, vous détiendrez toute la puissance qui, hier, appartenait à la bourgeoisie, vous entasserez décrets sur décrets et lois sur lois, mais vous ne ferez pas de miracles et vous ne rendrez pas du coup les ouvriers aptes à remplacer les capitalistes. En quoi, dites-moi, la possession du pouvoir par quelques hommes politiques socialistes, aura-t-elle transformé la psychologie des masses, modifié les sentiments, accru les aptitudes, créé de nouvelles règles de vie, et fait qu'à la place d'une société de maîtres et d'esclaves pourra exister une société d'hommes libres ? »

Même sur l'action à conduire, Marx s'est trompé. M. G. Sorel, qui fut un fervent marxiste, le déclare : « Marx a parlé et agit comme si la parole socialiste tombant au milieu d'ouvriers engagés dans des conflits d'ordre corporatif avec leurs patrons, suffisait pour produire l'organisation du prolétariat; il a conçu cette organisation sous la forme d'une adhésion à une agitation dirigée par des hommes politiques. Nous savons aujourd'hui que le problème est beaucoup plus complexe que Marx ne soupçonnait. Trois conditions, au moins, sont à remplir : 1° que le prolétariat crée des institutions dans lesquelles il puisse se passer complètement du concours des gens étrangers à sa classe; 2° que par une culture morale,

il acquière une claire conscience des responsabilités personnelles, et qu'ainsi, il exige de ses fonctionnaires une probité supérieure à celle des fonctionnaires bourgeois; 3° que toute son activité ait pour origine et pour but la lutte de classe. Ce sont des conditions difficiles à remplir. »

Ne sachant, en réalité, ni ce qu'il veut ni ce qu'il peut, il n'est rien de vivant que le socialisme ne nie et il n'est rien qu'il n'attaque par quelque côté.

Si donc nous voulions exprimer objectivement, en une formule assez compréhensive, toute l'action du socialisme dans son ensemble, nous dirions : en proclamant la conciliation de tout ce qui pourra être, même ce qui est incompatible et inconciliable, il s'oppose universellement à tout ce qui est.

..

Il se ronge lui-même. Il s'entre-détruit. Aussi ne progresse-t-il pas. A la veille du congrès de Toulouse, le parti unifié n'a pu réunir que 49.348 cartes d'adhérents seulement.

Il n'y a pas de meilleurs critiques du socialisme que les socialistes. C'est dans les volumes du *Capital* de Karl Marx qu'on trouve les meilleures réfutations du marxisme.

M. Georges Sorel nous dit : « La prudence de Marx était extrême; il n'a essayé de déterminer aucune théorie. » C'est une grande prudence, en effet, pour un penseur que de ne pas penser, pour un théoricien de ne s'en tenir à aucune théorie précise. Ainsi, il reste insaisissable, au-dessous de toute critique.

Sans doute, c'est grâce à cette ruse de la pensée

préconisée encore tout récemment par M.-G. Sorel (1), que Marx a pu paraître un prophète de la Cite future pour les uns, un géant de la pensée pour les autres. Il ne fut qu'un polémiste. La lourdeur n'est pas le génie.

Si l'on écarte les aperçus ingénieux, profonds même, mais souvent contradictoires et parfois anti-socialistes (2), de son œuvre touffue, il ne reste à dégager pour le socialisme que la théorie de la plus-value, la prétendue loi de concentration du capital et la conception matérialiste de l'histoire. C'est tout ce qu'il a pu édifier avec la dialectique hégélienne. Et encore, on a pu montrer que la théorie de la plus-value avait été exposée un siècle auparavant, et parfaitement, par Adam Smith; on s'est aperçu que la fameuse concentration ne se réalisait point, à tout le moins sous la forme exclusive annoncée par le prophète; et quant à la conception matérialiste de l'histoire, chaque secte socialiste l'entend à sa manière qui n'est celle d'aucune autre. F. Engels, qui en est peut-être le véritable auteur, l'exposait ainsi : « La conception matérialiste de l'histoire se base sur cette idée : que la production et l'échange des produits, valeurs, etc., forme le fondement de toute organisation sociale; dans chaque société humaine, la répartition des richesses et la formation des classes ou des états dans la société sont le résultat du mode de production et d'échange pratiqué par la société. »

Rien de plus sec, rien de plus inhumain, et par

(1) Voir notre compte rendu des *Illusions du progrès* au n° 18.

(2) M. Sorel ne le reconnaît-il pas lorsqu'il nous dit que « le marxisme est beaucoup plus près de l'économie politique manchestérienne que de l'utopisme » ?

conséquent rien de plus faux socialement que cette parcelle de vérité grossie démesurément. Le social est antérieur à l'économique et le domine, et plus le social s'élève et devient complexe, moins l'économique a d'importance en proportion. Il est vrai que M. G. Sorel, qui est un grand magicien d'idées, fait surgir l'idéalisme du matérialisme historique. Dans la fatalité économique, il trouve des motifs d'agir comme dans la guerre des classes les raisons mystérieuses d'une plus grande productivité, c'est-à-dire d'une meilleure collaboration. Mais tout cela n'est que de la fantasmagorie métaphysique.

M. Ch. Andler a dit : « Deux méthodes furent employées par Marx : une déduction algébrique puissante et le plus consciencieux labeur historique. » Soit. L'instrument hégélien était puissant et le travail héroïque : le résultat n'en fut pas meilleur. A quoi faut-il l'attribuer ?

Vivant en Angleterre, au milieu d'un peuple mercantile, affairé et biblique, sans tradition profonde et sans idéal, au moment d'une exceptionnelle suractivité commerciale et industrielle, Karl Marx a pu croire que la société ne se composait que de marchands, de capitalistes et d'exploités, avec pour âmes des balances, de l'argent et des machines. Ainsi tout a pu lui paraître matérialisé aussi grossièrement et fatalisé.



Nos utopistes étaient plus humains, et par là, soyons-en assurés, plus vrais. Ils étaient surtout de meilleurs éducateurs du prolétariat. Les travailleurs de 1848 ont pu mettre trois mois de misère au service de la République, qui les en a récompensés en les

fusillant et en les déportant; ceux de 1908, avec toute leur science socialiste, leur organisation de classe et leurs phrases n'ont pu, au lendemain de la sanglante échauffourée de Villeneuve-Saint-Georges et de l'arrestation de leurs chefs, faire réussir une grève de protestation de 24 heures.

C'est en revenant à Proudhon que M. G. Sorel peut infiltrer dans le dur marxisme des considérations éthiques et prendre le souci d'exalter l'énergie prolétarienne. Ainsi, s'il n'admet plus que les socialistes s'interrogent sur ce que la société doit être, il concède qu'il leur faut savoir « ce que peut le prolétariat dans la lutte actuelle de classe » ; s'il persiste à trouver trop naïves les eschatologies utopiques, il indique à l'enthousiasme populaire des mythes comme la grève générale et la révolution, qui sont tout aussi chimériques.

Sans doute, c'est préférable encore à l'inertie et à la lâcheté corruptrices qu'entretenait, pour des fins électorales, le socialisme de ces trente dernières années; mais, néanmoins, on aimait mieux les puérils paradis sociaux des anciens socialistes. Après tout, ils étaient moins décevants, moins dangereux surtout, que les mythes inquiétants qu'on nous fabrique aujourd'hui, et bien plus ils entretenaient la claire raison de bon sens, l'intuition saine, les solides vertus du peuple.

..

Issu de la grande crise révolutionnaire, formé par le machinisme naissant, nourri, fortifié par l'industrialisme effréné, le socialisme s'est maintenu jusqu'ici, malgré les persécutions, les hécatombes, la fourberie de ses exploiters, la sottise de ses adeptes,

la misère morale et intellectuelle de ses doctrines.

C'est donc qu'il représente des aspirations qui doivent se satisfaire et qu'il y a en lui une âme de vérité.

On ne l'abattra pas brutalement : il faut dégager son âme de vérité, il faut l'éclairer en le purifiant. Il convient aussi d'écouter ses avertissements.

Le prolétariat n'a aucune mauvaise volonté. S'il crie sa souffrance, c'est qu'il souffre vraiment. Et s'il va au socialisme, c'est que là on lui répond.

Dans son *Appel aux conservateurs*, le maître auquel il nous faut toujours revenir, Auguste Comte, le disait : « Malgré de graves apparences et des dangers réels, le mauvais esprit révolutionnaire appartient davantage à la bourgeoisie qu'au milieu populaire, du moins chez la nation centrale. La principale opposition à la concentration nécessaire du pouvoir et de la richesse émane de ceux qui, sans pouvoir devenir patriciens, ne veulent pas être prolétaires. C'est là que se développe, envers toutes les hautes positions, une envie que la religion peut seule guérir. Elles n'inspirent aux prolétaires qu'une défiance aisément surmontable d'après une digne conduite, malgré l'ascendant actuel des sophismes anarchiques. Un instinct confus indique à la bourgeoisie que la régénération occidentale exige son extinction graduelle, pour transformer ses meilleurs chefs en vrais patriciens et la plupart de ses membres en purs prolétaires, en éliminant tous les débris métaphysiques. »

La révolte des prolétaires n'est jamais que du désespoir. Ce n'est pas de la méchanceté. Si les socialistes ont trop souvent cultivé ce désespoir, ce ne sont pas eux qui ont vidé les cieux, éteint les étoiles,

distillé l'absinthe, et forgé à la ploutocratie un cœur d'acier qui peut tout broyer.

Dans ses *Principes d'économie politiques*, Stuart Mill a pu dire : « S'il y avait un choix à faire entre le communisme, avec toutes ses chances et l'état de la société actuelle, avec toutes ses souffrances et ses injustices ; si l'institution de la propriété privée impose, comme conséquence, que le produit du travail doit être approprié, comme nous le voyons aujourd'hui, en raison inverse du travail..., si entre cela et le communisme il y avait un choix à faire, toutes les difficultés grandes et petites du communisme ne pèseraient pas plus que de la poussière sur la balance. »

Et Brunetière aussi l'avait compris qui eût admis volontiers la socialisation des moyens de production, si par là « on pouvait établir la quasi égalité économique des membres de la société ».

C'est dans cet esprit humain qu'il faut juger le socialisme. Il n'y a qu'une grande bonne volonté persévérante, un désir sincère de plus de justice et de liberté de tous pour tous et aussi une action énergique et généreuse inlassable qui puissent préserver notre société des cataclysmes qui la menacent de toutes parts. Voyez, ce sont les socialistes eux-mêmes qui nous indiquent ce qui peut le mieux tarir la source où s'alimente l'esprit de révolte. Voici ce qu'écrivit à ce sujet M. G. Sorel : « On ne saurait trop se préoccuper des tendances à la modération qui rendent si faciles aujourd'hui les compromis ; j'ai rapporté ces tendances à trois groupes : démocratique, moral et chrétien. Les capitalistes deviennent plus accommodants et se pénètrent tous les jours davantage de la nécessité de remplir le *devoir social* ; le

grand obstacle que rencontrera désormais le socialisme proviendra du devoir social. Les ouvriers font appel aux bons sentiments de leurs maîtres, demandent à ceux-ci de leur faire l'aumône d'un salaire meilleur et acceptent que leurs chefs les représentent comme des enfants qu'il faut traiter avec indulgence. Trop souvent les grèves, qui jadis donnaient naissance aux idées révolutionnaires, arrivent à produire des relations suivies entre les chefs des syndicats et la bourgeoisie, sous le patronage gouvernemental. Les notions de fatalité économique, d'insolidarité et de lutte de classe s'évanouissent à la fois. »

On sait, d'autre part, que M. Jules Guesde s'oppose dans son parti à tout ce qui peut préparer l'incorporation du prolétariat à la société bourgeoise.

Si c'est là une philosophie du désespoir, trop justifiée, hélas ! par de cruelles déceptions, la fourberie coutumière des politiciens et l'égoïsme imbécile de la bourgeoisie, on ne saurait dire que c'est une doctrine de veulerie. Et tout vaut mieux que la lâcheté et la corruption dont les sociétés meurent comme les races.

Dans le socialisme, à tout le moins dans celui qui se détourne de l'agitation électorale, il y a aussi de la bonne volonté. Il le faut reconnaître et manifester la nôtre.

Un effort sincère et désintéressé pour incorporer définitivement le prolétariat à la société est ce qu'il y a de plus fort à opposer au socialisme.

Dans un prochain article, en examinant l'évolution intéressante qui se produit actuellement dans le socialisme, nous le verrons mieux encore.

G. DEHERME.

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

A l'heure même où *la Démocratie vivante* paraît chez l'éditeur Bernard Grasset, il convient de parler de l'institution qui se proposait d'élever la démocratie à la vie intellectuelle et morale.

Un jour, il faudra en faire toute l'histoire. Je montrerai comment on cessa de l'encourager, comment on tenta de la désorganiser, puis de m'en déposséder, dès qu'il fut avéré que, sous ma direction, elle ne serait jamais un moyen d'exploitation politicienne, et aussi, à la fin, comment on y parvint avec l'aide d'un aventurier, escroc et faussaire, qui savait d'expérience la manière de faire marcher la haute magistrature de la troisième République.

Cette histoire sera instructive ; mais quelque recul est encore nécessaire. Patientons. En attendant, on peut se reporter aux nos 35, 36, 37, 38, 39 et 40 (mai, juin, juillet, août, septembre, octobre 1904) de *la Coopération des Idées*.

Je veux seulement dire ce qu'est devenue l'Université populaire depuis que, par des artifices de procédure et la complaisance suspecte de hauts magistrats, je fus dépossédé en fait de l'œuvre que j'avais conçue, créée et maintenue jusqu'alors.

Je crus d'abord que ce coup d'audace ne pouvait réussir. Naïvement, j'imaginai que lorsqu'on serait averti de quels procédés odieux on s'était servi, quel était le personnage taré qui avait conduit l'affaire et prenait la direction de l'U. P., il y aurait un sursaut d'indignation, tant des auditeurs que des conféren-

ciers habituels. Il y eut seulement quelque hésitation, puis, quand on fut certain que le coup réussissait, on l'approuva, à tout le moins par le silence.

De la part des auditeurs ouvriers, on pouvait n'en être pas trop surpris. Le sieur X. qui s'installait à ma place maniait l'argent et les promesses avec une égale facilité de rastaquouère chic, — et la pauvreté, et l'ignorance, morale surtout, excusent beaucoup, en justifiant d'autant plus une œuvre comme celle-là.

Mais les conférenciers qui persistèrent à donner leur concours à ce chevalier d'industrie ! Ils ne peuvent invoquer l'ignorance. Au début surtout, j'avais pris soin de les instruire suffisamment par une copieuse distribution des journaux quotidiens qui, en avril 1898, notamment, relataient les hauts faits de leur collaborateur pour l'éducation démocratique. Or ceux que de telles révélations arrêtaient furent très rares. On les connaît. Ce sont ceux qui, avant tout, m'avaient fait confiance. Ce sont mes amis.

Mais les autres ? Quelques-uns me donnèrent leurs raisons. Ce sont surtout des moralistes.

Un jeune auteur dramatique, moraliste, vint s'excuser auprès de moi : « Je leur parlerai de morale : cela ne peut leur faire que du bien. » — Un autre, auteur dramatique, plus célèbre mais aussi moraliste, me répondit que « tout cela ne le regardait pas, qu'il était libre ! » — Un spirituel poète fantaisiste, déclara à l'un de mes amis : « Ce sont des vétilles de jeunesse auxquelles je ne veux pas faire attention ». Ces « vétilles » sont des faux, des escroqueries et des usurpations. Ce poète moralise quotidiennement dans un journal d'ordre, et il n'a pas assez d'indignation et de calembours pour flétrir le « sabotage ».

Un moraliste sévère, protestant, grave universitaire, me répondit longuement, gravement; mais continua. — Deux députés radicaux socialistes, moralistes aussi, m'écrivirent, il est vrai : « J'ignorais... »; mais en même temps ils avertissaient leur compromettant collaborateur que : « Une indisposition subite... » — Un universitaire franc-maçon alla jusqu'à me vitupérer avec sa véhémence coutumière de m'opposer avec autant d'acharnement et si peu d'élégance au libre choix de la démocratie consciente. — Enfin, un érudit, qui est aussi député et quelque peu parent du personnage, me reprocha de ne pas me laisser faire. C'était sans parti pris qu'il me parlait, au surplus, puisqu'il avait cessé toutes relations avec son parent escroc depuis que celui-ci avait fait illustrer un volume de vers — c'est un poète aussi ! par l'antisémite Willette...

La plupart n'exprimèrent aucun sentiment; mais persistèrent à coopérer avec le sieur X. Quelques-uns prétendirent même rester aussi mes collaborateurs à l'U. P. que j'avais essayé de reconstituer à côté. Une dame très radicale socialiste et un littérateur social, critique d'art, membre d'une académie, m'adressèrent de touchantes condoléances en m'engageant à la bonté et à l'oubli des injures...

Comment expliquer cette attitude singulière des intellectuels et cette niaiserie ? Le concours à l'U. P. est gratuit, on n'y rencontre peu d'électeurs, et la vanité de parler une heure devant un public patient n'est pas une raison suffisante. Il faut croire aussi qu'on n'était pas fâché d'être débarrassé d'une ferme direction qui ne permettait point les déviations. Mais il faut imputer surtout la culture universitaire et livresque qui, en leur faussant l'esprit, leur façonne

un cœur faible et incertain. A force de s'exercer à comprendre toutes les idées, ils en arrivent à comprendre tous les actes. L'anarchie mentale suscite toujours l'anarchie morale. Ils n'ont aucune des qualités d'énergie intellectuelle et de force morale qui sont indispensables aux éducateurs populaires. Ils n'ont rien entendu à ce qu'était, à ce que devait être l'Université populaire, parce qu'elle est de la vie. Ils n'entendent qu'aux livres et aux discours. Pour un syllogisme, ils écraseraient la patrie.

Au reste, leur sottise est touchante puisqu'elle va jusqu'à la duperie d'eux-mêmes. Dans cette aventure, il y en eut une preuve, puisqu'ils furent à la fin, presque tous, escroqués par l'aigrefin dont je leur avais révélé le passé accidenté et que leur patronage avait promu éducateur du peuple. Sans doute, ils avaient pensé que la fourberie et l'improbité étaient vaincues par leurs phrases. Ici, nous touchons à la grosse farce. Quels procédés employa le sieur X.? Probablement les plus grossiers.

Quoiqu'il en soit, le sieur X. dépassa cette fois la mesure démocratique. Il fut question de poursuites judiciaires. En définitive, il fut expulsé en décembre dernier. Il dirigeait l'U. P. depuis octobre 1904.

Naturellement, on le remplaça par une espèce de parlement qui ne put que désagrégier tout à fait l'U. P.

Ainsi, l'œuvre que j'avais fondée était si vivace, elle répondait à un si réel besoin, qu'elle a pu durer jusqu'ici, malgré la direction incohérente et immorale qu'on sait. Encore une fois nous voyons que pour les institutions, comme pour la société dans son ensemble, n'importe quelle direction personnelle est préférable à n'importe quel comité ou parlement.

La circulaire, signée du « Conseil d'administra-

tion », qui annonce la dissolution d'une institution qui eût pu être si belle, débute ainsi : « A la suite d'incidents regrettables... » Ainsi donc, ce sont de vagues « incidents regrettables » qui ont tué cette œuvre, et non pas la stupidité, l'envie, l'escroquerie. Décidément, nos travailleurs émancipés deviennent d'habiles politiciens. Je m'en étais aperçu déjà.

Au surplus, il n'y a pas qu'eux qui se réfugient dans le silence et l'obscurité équivoques. Les intellectuels imbéciles qui se sont laissé escroquer s'en cachent. Et c'est ce qui, pour eux comme pour les membres du Conseil d'administration, rend suspecte leur bonne foi. Quand on s'est vraiment trompé, on ne fait pas tant de difficulté pour le reconnaître, surtout quand il s'agit de l'existence d'une œuvre aussi considérable.

Quand j'eus connaissance, il y a quelques mois, de ce qui se passait à l'U. P., j'ai espéré encore que la leçon porterait et qu'il y aurait un élan spontané de franchise et d'honnêteté pour m'aider à reprendre la direction de l'œuvre afin de la remettre dans la voie droite et claire. Certes, je me fusse fait, alors, un devoir d'assumer cette lourde et ingrate tâche. Il n'en a rien été.

C'est qu'il ne faut pas tant attendre de nos contemporains. Ils ne sont conduits que par de petits sentiments de vanité, d'envie ou de basse rancune, quand ce n'est par de grossiers appétits, et ils sont incapables de sacrifier ceux-ci et de subordonner ceux-là à une œuvre qui trop les dépasse. D'ailleurs, puisqu'ils considèrent leur éphémère et chétive individualité comme le commencement, le centre et la fin de tout, on ne voit pas pourquoi ils y tâcheraient.

L'Université populaire que j'avais créée avait été

détruite en 1904. Elle était tombée, et bien, sur une question d'honnêteté, en instruisant encore. L'Université populaire démagogique qui s'était substituée à sa place tombe aujourd'hui, et mal, par et pour l'argent, en démoralisant encore. Si ce n'est pas un argument pour la démocratie présente, comme on ne manquera pas de le dire, c'en est un pour l'œuvre d'éducation populaire ainsi prouvée indispensable, qui, seule, peut faire les hommes qu'il faut à une démocratie vivante.

G. DEHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

L'EXPLOITATION POLITICIENNE DU BIEN

C'est la pire des hypocrisies. Sous un régime électoral, elle s'étend partout et gâte les meilleures choses.

En voici encore un exemple.

L'œuvre du *Foyer du soldat* paraît des plus louables. Distraire les soldats de la sale débauche ou du désœuvrement qui abêtit, en leur offrant des distractions saines, intelligentes et des facilités pour s'instruire, — rien de mieux, certes.

Mais il faut qu'une telle œuvre soit entreprise dans ce but seulement, avec un entier désintéressement. Et ce n'est pas le cas pour le *Foyer du soldat*. Là encore, on ne se propose que de recruter des électeurs pour s'assurer plus longtemps l'exploitation profitable du pays.

D'une œuvre fondée sous le patronage de l'officielle

Ligue de l'Enseignement, qui n'est qu'une franc-maçonnerie de robe courte, on pouvait s'en douter. Mais, pour dénoncer cette odieuse hypocrisie, il fallait en avoir la preuve. Elle vient de nous être fournie. C'est le refus du service gracieux de *la Coopération des Idées* par le *Foyer du soldat* de la rue du Temple, le centre même de l'institution.

Évidemment, *la Coopération des Idées* ne tente aucun effort pour faire des électeurs radicaux socialistes, au moyen de quoi on pille tranquillement le pays ; mais on ne saurait contester qu'elle tâche de tout cœur à propager un esprit moral qui « ferait la société plus juste par la patrie plus forte » s'il pouvait se répandre. C'est donc qu'au soi-disant *Foyer du soldat* on préfère le supplément, proxénète, malthusien et pornographe, d'un journal bien pensant, voire même les excitations révolutionnaires et antimilitaristes, qui ne gênent d'aucune manière la curée politicienne. Il n'est pas inutile d'en être averti.

FAVEURS

Dans un compartiment de 1^{re} classe, nous étions cinq voyageurs, dont trois décorés. Le contrôleur passa. Tous ces messieurs exhibèrent des permis multicolores, tous différents. Il y avait sans doute un permis à demi-place, un autre à quart de place, un autre à place entière, et le quatrième, j'imagine, devait donner droit, outre le parcours gratuit, à quelque prime. Je fus le seul à présenter timidement un simple ticket de plein tarif. Je sentis que le contrôleur me méprisait.

Les Français raffolent des faveurs. Aller au théâtre et voyager sans payer sa place est pour eux la plus grande

joie après celle de mettre à sa boutonnière un petit bout de ruban de couleur. Ils se disent démocrates.

CE QUE PEUT LA COOPÉRATION

La mine ouvrière de Brodworth (près de Doncaster) a récemment inauguré par des fêtes son village ouvrier. A la mine travaillent environ 500 ouvriers, qui extraient journallement 5.000 tonnes de charbon. Afin de loger ces ouvriers dans le voisinage de la mine, le conseil d'administration, sur la proposition de son président. M. A.-B. Markham, membre de la Chambre des Communes, acheta de vastes terrains sur lesquels il fit construire 500 habitations, dont 120 sont déjà louées. Un parc contigu fut incorporé à cette cité ouvrière, et de vastes pelouses ont été établies, qui serviront aux exercices sportifs. Tous les cottages sont entourés d'un petit jardin et pourvus d'une salle de bains. Le prix du loyer est, par semaine, de 6 f. 25 à 7 fr. 20. On a l'intention d'édifier aussi une maison de réunion destinée à la tenue de conférences et de divertissements, ainsi qu'un bassin de natation. Le soin de fournir les vivres à la nouvelle localité fut confié à la Société de consommation de Doncaster, ville située dans le voisinage, Société qui se déclara disposée à approvisionner la maison-magasin qu'on se proposait de construire dans le style des autres maisons. C'est au commencement du mois de septembre qu'a eu lieu, en présence d'une nombreuse assistance, l'inauguration de cette maison. La Société doit approvisionner la localité où nul commerçant n'est autorisé à s'établir et où il est interdit aux colporteurs d'exercer leur métier. La Mine se propose de consacrer à des œuvres d'intérêt commun les bénéfices que les loyers pourront donner.

L'INDUSTRIE COLONISATRICE

Dans nos articles sur « la colonisation française en Indo-Chine », numéros de janvier, février et mars 1905, nous préconisons l'action industrielle en Indo-Chine et particulièrement au Tonkin.

Cette industrialisation est en très bonne voie. Dans une étude parue dans *le Bulletin économique de l'Indo-Chine*, nous trouvons un tableau instructif d'où il ressort qu'en 1907 le nombre des établissements industriels était de 85, ayant absorbé 41.750.000 francs de capitaux, représentant une force de 10.318 chevaux-vapeur. Le nombre des employés européens était de 236, celui des ouvriers d'art de 692. L'effectif des ouvriers comprenait 6.376 hommes, 6.687 femmes, 1.553 enfants ; en tout, 12.308 indigènes.

Si on classe les divers établissements industriels du Tonkin d'après le capital qu'ils représentaient, on trouve au premier rang des distilleries d'alcool, au nombre de 3, avec 8 millions de francs de capitaux ; puis les filatures de coton, également au nombre de 3, avec 6 millions de capitaux ; les ateliers de construction au nombre de 6 avec 5 millions ; 2 usines d'éclairage électrique, avec 2.500.000 francs de capital ; 1 cimenterie avec 2 millions ; 3 entreprises de transport, avec 2 millions ; 10 entreprises de travaux publics avec 2 millions ; 3 établissements d'équipements militaires avec 1.500.000 francs ; 5 imprimeries avec 1.200.000 francs ; 6 fabriques de céramique avec 1.200.000 francs ; 1 huilerie-savonnerie avec 1.200.000 ; 1 fabrique d'allumettes avec 1 million ; 2 manufactures de tabac avec 1 million. Parmi les usines établies avec de moindres capitaux, on peut citer : 1 usine d'eau, 1 usine d'électricité pour tramways,

1 teinturerie, plusieurs scieries, 1 filature de soie, 2 fabriques de glace, 2 ateliers de montage d'acétylène, 1 brasserie, 1 fabrique d'explosifs, 1 fonderie, 1 fabrique de pâte à papier, 1 féculerie, 7 tanneries, etc.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

La Morale politique, par EMILE CORRA, 1 franc. (Edition de *la Revue positiviste internationale*, 2, rue Antoine-Dubois). — M. Corra nous dit d'abord comment les chefs se sont imposés et comment le gouvernement a surgi spontanément dans les sociétés primitives. Mais « les institutions gouvernementales ne furent, ajoute-t-il, durant des temps immenses, que la régularisation et l'organisation des droits de la force, au profit exclusif de ceux qui la possédaient... C'est pourquoi la monarchie la plus absolue, telle qu'elle existe toujours chez les sauvages, fut la première constitution politique ». Il y aurait beaucoup à reprendre là-dessus. Il n'y a pas de formation sociale qui soit au « profit exclusif » d'un seul, même sous le régime parlementaire qui est le plus propre à favoriser l'exploitation d'un pays. D'autre part, ce n'est pas la monarchie la plus absolue qui existe chez les sauvages que l'on connaît. Ceux que j'ai vus dans le centre africain étaient très palabreurs, c'est-à-dire parlementaires. Les coups de violence d'une anarchie, ce n'est pas du despotisme. M. Corra cite le Siamois. Or celui-ci est à un état de civilisation avancée, ce n'est plus un sauvage, ce n'est même plus un barbare, c'est déjà un décadent.

« Dans tous les cas, dit fort bien l'auteur, il résulte de l'ensemble des constatations faites sur les sociétés naissantes, que tout gouvernement symbolise l'existence d'une collectivité et qu'il a pour première fonction, naturelle, de subordonner les individus à cette existence, en faisant respecter son autorité par la force. »

L'auteur nous affirme que l'évolution générale du phénomène gouvernemental est caractérisé : « 1° Par les ef-

forts perpétuels des gouvernés pour modérer le pouvoir absolu des gouvernants, pour obtenir que ces derniers substituent le souci de l'intérêt public à celui de leurs intérêts personnels, pour subordonner, enfin, la politique à une morale de plus en plus rationnelle et positive ; 2° Par la complication et la division croissantes des fonctions gouvernementales, primitivement concentrées dans les mains d'un seul homme. »

Il y a là quelque confusion. D'abord, nous savons bien que les efforts perpétuels des gouvernés ont aussi bien tendu à exalter qu'à modérer le pouvoir absolu, suivant les circonstances sociologiques et les courants psychologiques. Au fond, le peuple, guidé par un sûr instinct organique, n'a jamais eu de répugnance spontanée et tenace pour le vrai despotisme. C'est toujours la plèbe, faisant taire les bavards, qui acclame l'homme d'action, César, celui qui, d'après Carlyle (*Les Héros*) est appelé *Rex*, Régulateur, Roi, *King*, *Köning*, homme capable, celui qui sait, dit Carlyle « voir et oser, et décider ; être une colonne fixe dans le bouillonnement de l'incertitude ».

Substituer chez les gouvernants le souci de l'intérêt public à celui des intérêts personnels en subordonnant la politique à la morale, c'est bien ; mais il est plus sûr pour le pays que l'intérêt public n'exige point de trop lourds et constants sacrifices à l'intérêt personnel du gouvernant, et c'est dans le pouvoir absolu, semble-t-il, je veux dire continu et responsable, que ces deux intérêts s'opposent le moins.

M. Corra nous fait observer la complication et la division croissante des fonctions gouvernementales, primitivement concentrées dans les mains d'un seul. Là aussi il y a confusion. M. Corra ignore sans doute les nombreux ministres et nabas à qui commande le moro-naba du Mossi, bien qu'il n'y ait là aucun service public. Chez les roitelets du Sénégal, bours, damels, et autres, il y avait, proportionnellement, plus de fonctionnaires qu'en France. C'est donc division croissante des fonctions sociales qu'il eût dû dire. Celle de la direction politique se définit ainsi de plus en plus et peut plus aisément se concentrer dans les mains d'un seul chef, dignement secondé par toutes les compétences et assez puissant pour pouvoir s'appuyer, sans avoir

rien à en redouter, sur la liberté positive de toutes les autres fonctions sociales.

M. Corra nous cite les préceptes de Confucius, les lois de Manou, puis les mœurs politiques de l'Égypte, de la Grèce (Aristote), de Rome, du moyen âge. De cette rapide revue, il croit pouvoir conclure : « Ainsi dans le cours des âges, sous des formes multiples, de continuels efforts ont été faits, dans tous les pays, pour organiser l'opinion publique et lui subordonner le pouvoir politique. A la suite d'une expérience millénaire, constamment améliorée, le gouvernement des sociétés humaines a été, graduellement et sans discontinuité, assujéti à des devoirs de plus en plus nombreux et précis ; son rôle, ses attributs, ses fonctions normales, ont été de mieux en mieux compris, définis et consacrés ; ses organes ont été, bon gré, mal gré, mis par les peuples dans l'obligation d'agir, non dans leur intérêt personnel mais dans l'intérêt de toute la société, dont la conservation et la prospérité leur sont confiées. »

C'est, par trop d'optimisme, négliger la triste réalité présente. Je ne veux pas rechercher si le génie politique de Louis XI était nourri d'égoïsme et si le pillage de nos politiciens s'excuse par leur altruisme, il me suffit de savoir que Louis XI a grandi la France et que nos politiciens l'assassinent. Que pense donc l'auteur du népotisme cynique d'un Fallières ?

« Quel que soit le nom qu'il porte, ajoute M. Corra, le gouvernement est, en fait, devenu, presque partout, républicain, et, s'il n'est rien moins que certain que le régime parlementaire persiste indéfiniment, du moins avec son inclination actuelle à s'immiscer dans tous les rouages gouvernementaux et à subordonner le pouvoir exécutif au lieu de se borner à le contrôler, comme le bon sens politique le commanderait, on peut, néanmoins, affirmer que les sociétés civilisées ne rétrograderont pas vers le despotisme individuel, ni vers celui des oligarchies. La constatation générale de ce fait équivaut à une loi sociologique, naturelle, permettant même d'affirmer qu'un gouvernement de classe ou de sectaires, quelque puissant qu'il devienne, doit inévitablement sombrer tôt ou tard, parce qu'il est en contradiction avec la nature même de l'institu-

tion, dont la légitimité est la conciliation de l'indépendance et du concours dans l'organisme collectif. »

Par excès de relativisme, M. Corra ne trouve que des termes impossibles. Il jongle avec les antinomies comme un vulgaire ministre de la démocratie. Mais nous ne pouvons ne pas voir, dans les faits, qu'un gouvernement parlementaire est nécessairement un gouvernement de classe, moins encore, parfois, de secte.

Plus loin, M. Corra nous prouve qu'il n'y a que des pouvoirs personnels, et il cite A. Comte à propos : « Toute véritable force sociale résulte d'un concours plus ou moins étendu, résumé par un organe individuel. » Alors?... On ne comprend pas des contradictions si flagrantes. C'est à ceci qu'il faut se tenir : « Tous les grands mouvements de civilisation ont eu leur point de départ dans l'énergique impulsion donnée par un grand homme. Prétendre le contraire, c'est nier l'évidence ; c'est méconnaître l'utilité des chefs dans les entreprises ; c'est imaginer cette absurde chimère d'une fonction accomplie, sans un organe propre à la remplir. »

M. Corra conclut ainsi cette partie : « D'une manière générale, nous pouvons donc conclure que l'étude philosophique de l'évolution du gouvernement révèle à la fois l'origine spontanée, la permanence, la tendance sociocratique et le développement continu de [cette institution] fondamentale. Les lumières que cette étude fournit permettent, dès lors, de déterminer, avec une sorte de précision scientifique, les devoirs sociaux, dont le sentiment doit, en tout temps et en tous lieux, inspirer la conduite des gouvernants et des gouvernés. »

Il examine donc les qualités qui conviennent à l'homme d'État. On sait que Richelieu en indiquait quatre principales : « La capacité, la fidélité, le courage et l'application, qui en contiennent beaucoup d'autres ». M. Corra les divise en trois groupes : intellectuel, moral, pratique.

Parmi les qualités intellectuelles, il indique la prévoyance, la prudence, la raison qui sait persuader, de préférence à la brutalité qui force. « Les hommes de gouvernement, dit-il, ont besoin d'une rare sagacité et d'une exceptionnelle aptitude à l'observation concrète et abstraite, à la méditation inductive et déductive ; ils ne se recrutent

pas parmi ces êtres brillants et légers, que Richelieu stigmatisait en disant que « leur esprit s'évapore en discours ». Il leur faut l'audace d'esprit et le génie personnel qui devance le temps malgré les préjugés miso-néistes de la foule. De fortes connaissances sociologiques leur sont indispensables. La politique est un art d'expérience.

« Il faut que l'homme d'État moderne soit dégagé de tout esprit de système autant que de toute théologie; qu'il soit réellement, non pas du temps qu'il désire, mais du temps dans lequel il vit, et que, suivant la méthode positive, qui éclaire et dirige, désormais, toutes les manifestations de l'activité mentale, scientifique, philosophique et pratique, il soit prêt à brûler demain ce qu'il adorait hier, si le nouvel état des choses le lui commande; il faut qu'il conforme ses vues à la société et non la société à ses vues, qu'il ne s'obstine pas dans les entreprises stériles, que la sagesse et le patriotisme condamnent également, et qu'il n'hésite pas à quitter les sentiers battus pour les voies nouvelles; il faut qu'il puisse évoluer et s'adapter en un mot, qu'il ait l'initiative et l'ascendant d'une pensée forte et qu'il soit un homme d'action; car la tâche sociale se renouvelle sans cesse et les hommes d'État sont les ingénieurs de la sociologie; ce sont des conservateurs de nations. Plus que qui que ce soit, ils doivent penser pour agir. »

Mais ce ne sont là que les qualités d'un dictateur responsable qui sait que son pouvoir ne lui sera pas contesté et qu'il pourra travailler à son œuvre jusqu'à sa mort et la laisser continuer par celui qu'il jugera le plus capable. Elles ne conviennent qu'à lui. Sous un régime parlementaire, on sait trop à quoi aboutissent les politiciens opportunistes: au pillage du budget, à la concussion, au népotisme et à la trahison.

M. Corra ne sort point des antinomies. Il souhaite un pouvoir durable, la stabilité ministérielle, un ministère devant durer à tout le moins autant qu'une législature, soit quatre ans. C'est peu pour former un homme d'État.

« Tous les départements ministériels sont, en effet, dit-il, envahis par une végétation législative de plus en plus touffue, ils exigent une compétence de plus en plus spéciale, et le régime démocratique donne une opinion tout à

fait fâcheuse de la valeur et de l'importance des fonctions gouvernementales, quand il laisse supposer qu'on peut les remplir sans préparation, et passer, de l'une à l'autre, sans difficultés, ni préjudice pour le bien public. La stabilité ministérielle est d'autant plus nécessaire qu'elle n'a pas seulement pour effet d'instruire les hommes du gouvernement; elle les perfectionne, en outre, intellectuellement. La fonction crée l'organe. Beaucoup d'hommes d'État arrivent au pouvoir assez mal formés pour la fonction qui leur incombe; mais dès qu'ils sont investis de cette fonction, ils sont impérieusement dominés par les devoirs qu'elle impose, et, s'ils sont susceptibles de se modifier et de s'adapter, ils se régénèrent et changent de méthode. »

Ces observations sont fort justes; mais il n'est pas de condamnation plus décisive du système actuel. En effet, par la législation surabondante qu'il détermine, c'est celui qui exige le plus de talents et de compétences; mais, par son instabilité, c'est celui qui est le moins propre à les former et même à les découvrir, à mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut.

L'auteur passe ensuite aux qualités morales, non moins nécessaires à l'homme d'État, « d'une part, parce qu'il est impossible d'apercevoir nettement les besoins des autres, lorsqu'on est aveuglé par l'intérêt personnel; d'autre part, parce qu'aucun pouvoir politique ne peut subsister, surtout aujourd'hui, quand il ne s'appuie pas sur l'estime publique, qui constitue la base la plus solide de l'autorité gouvernementale ».

Or jamais les hommes politiques n'ont été aussi complètement méprisés qu'aujourd'hui, et ils tiennent pourtant. C'est que toutes les forces organiques sont dispersées et brisées. S'ils ne subsistent point du mépris, c'est du moins de l'universelle langueur. Comme on les sait bons à tout, tous les intérêts individuels comptent sur eux par une sorte d'illusion bien facile à expliquer.

L'ambition et le goût du commandement, loin d'être des défauts, sont d'utiles qualités pour l'homme d'État, surtout s'ils sont fortifiés par l'élévation des sentiments, la magnanimité, l'amour de la patrie.

« Mais, en ce qui concerne la moralité des hommes de gouvernement, dit l'auteur, la stabilité et le long exercice

de la fonction ne sont pas non plus indifférents ; ils contribuent activement, au contraire, à l'éducation de ces hommes, et à la transformation des sentiments qui les animent, quand ils poursuivent la conquête du pouvoir ; car ils sont attirés primitivement vers lui par l'ambition personnelle, plus que par le souci de l'intérêt public, et pour parvenir à leurs fins, beaucoup emploient des moyens peu recommandables. La possession prolongée du pouvoir les perfectionne moralement, autant qu'intellectuellement. »

M. Corra aborde enfin la série des qualités pratiques : « La synthèse cérébrale de chacun de nous, dit-il, se traduit extérieurement par nos actes. En définitive, c'est par le caractère que les hommes se différencient les uns des autres, puisque le caractère exécute ce que le cœur inspire et ce que l'intelligence conçoit. Or, l'homme d'État doit être, par excellence, comme nous l'avons établi ci-dessus, un homme d'initiative et d'action, assez hardi pour assumer la responsabilité des décisions à prendre, dans les circonstances critiques, ou dans les temps nouveaux ; il faut donc que son caractère soit d'une trempe particulièrement vigoureuse, et qu'il possède, au même degré, le courage, la prudence, la fermeté, sous l'inspiration respective desquels il doit agir selon l'occurrence. »

Il faut du courage, de la prudence, de la fermeté. « Le pire des défauts pour un homme d'État, c'est l'indécision, c'est la faiblesse. » M. Corra le reconnaît, « un danger sérieux menace la République française, parce que ses ministres, quels qu'ils soient, fléchissent trop souvent devant les exigences de leur clientèle parlementaire, ou de leur propre clientèle électorale, et ne défendent pas, avec un loyalisme suffisant, les intérêts supérieurs et indépendants dont ils ont la garde ».

Il faut savoir résister aux sollicitateurs. Le malheur est qu'on ne parvient au pouvoir et qu'on ne s'y maintient qu'en n'y résistant point.

Certes, ce n'est pas de bonne grâce que les politiciens livrent le budget aux sollicitateurs dont ils dépendent : cela diminue d'autant leur part.

Toute la conclusion de ce chapitre est à reproduire : « De l'analyse plus expérimentale que théorique à laquelle nous venons de procéder, dit l'auteur, il résulte que

l'homme d'État, qui remplit toutes les conditions inhérentes à la nature de sa fonction, doit être, en premier lieu, doué de qualités intellectuelles, très supérieures, lui permettant d'embrasser, avec la même aisance, les idées générales et les faits particuliers; il doit être, en outre, animé par le sentiment social, au moins autant que par le plaisir de gouverner; enfin il doit être également bien doté, en courage, en prudence, en énergie. Il doit donc présenter, réunies et combinées, des qualités intellectuelles, morales et pratiques, généralement contradictoires; et qui se trouvent rarement, à un égal niveau, dans le même appareil cérébral. Heureusement, ces facultés particulières de l'homme d'État et la synthèse individuelle qu'elles contribuent à former peuvent se développer par l'exercice. C'est pour cette raison que, suivant le théorème d'Auguste Comte, *il n'y a de pouvoirs féconds que les pouvoirs qui durent*. Ceux-là seuls, en effet, permettent le perfectionnement simultané de l'organe et de la fonction; ceux-là seuls permettent de se préoccuper de l'avenir, avec sérénité, de concevoir et de poursuivre « le long espoir et les vastes pensées »; ceux-là seuls fournissent aux gouvernements les moyens de remplir leurs devoirs envers le présent et envers la postérité. »

C'est dire que la solution de la crise politique se résoudra par une monocratie à transmission sociocratique.

M. Corra nous parle ensuite des fonctions et des devoirs des gouvernés. Il semble maintenant que la fonction de santé des gouvernés est de rejeter les éléments de dissolution et leur premier devoir de balayer les parasites qui sucent le sang du pays, j'entends la clique nombreuse des politiciens que le système électoral et parlementaire, véritable virus d'infection politique, a fait pulluler.

M. Corra est plus pacifique. Il adore les antinomies, il s'efforce d'accorder la vérité positive avec l'opportunisme satisfait d'une destruction profitable. Je n'ai à lui répondre que par ses propres principes positivistes. Quand il conseille aux gouvernés de « faire un choix judicieux de mandataires, chargés de discuter le budget et de collaborer, avec le gouvernement, à l'établissement des lois », je me borne à lui rappeler les fortes paroles de son maître, A. Comte : « Le choix des supérieurs par les inférieurs est

radicalement absurde et anarchique » ; — « Il n'y a pas de réunions d'esprits ordinaires, pour si vastes qu'on les suppose, qui puisse aucunement lutter avec un Descartes ou un Corneille » ; — « Lorsque la Société a besoin d'un grand dévouement, elle ne peut parvenir à le composer avec la vaine accumulation de dévouements médiocres, très multiples ».

M. Corra termine par l'étude sommaire de « la nécessité et du mode positif de la subordination de la politique à la morale ».

La culture des sentiments sociaux importe. C'est à quoi doit s'attacher une éducation publique sérieusement organisée.

« Le passé a inauguré la subordination de la politique à la morale civique, nous dit l'auteur ; le rôle de l'avenir sera d'achever cette œuvre et de subordonner, en outre, la politique à la morale universelle ». Sans doute, mais la tâche présente, impérieuse, qui ne peut qu'absorber la faible socialité qui subsiste encore, c'est, avant de se préoccuper d'un avenir si lointain, de ne pas laisser perdre l'œuvre du passé, menacée par toutes les puissances de décomposition et d'anarchie.

Pour le Bloc, par J.-L. BRETON, 3 fr. 50 (Ed. Cornély, éd., 101, rue Vaugirard). — Évidemment, pour M. J.-L. Breton, qui fut député tout jeune, il n'y a de vie politique et sociale pour la nation qu'au Palais-Bourbon. Il n'y a que les tactiques de couloir, les stratégies de buvette, pour s'assurer les « résultats et les bénéfices », comme il dit ingénument, de la puissance ministérielle. M. J.-L. Breton, législateur, n'a aucune idée des problèmes politiques, économiques et moraux qui agitent les profondeurs de la société. Son livre fera peut-être les délices des courtiers électoraux de province, il n'intéresse à aucun titre les esprits sérieux qu'inquiète notre décomposition sociale, ni, quoiqu'il se dise socialiste comme tout le monde, le prolétariat qui aspire à s'élever et qui veut conquérir.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

14-10 08. — Tours, Imp. E. ARRAULT et C^{ie}.